

## Décret n°2019-253 et de l'instruction DGT

### Les établissements scolaires sont également concernés par ces mesures

Les chefs d'établissement entrant dans le champ d'application du décret n° 2019-253 du 27 mars 2019 sont ceux qui accueillent au sein de leur établissement des jeunes de moins de 18 ans affectés à des travaux réglementés pour le suivi de leur formation professionnelles.

**Ils sont concernés exclusivement par les dispositions relatives aux décisions de retrait d'affectation d'un jeune de son poste de travail en cas de danger grave et imminent ou d'affectation à un travail interdit.**

En cas de décision d'un agent de contrôle portant retrait d'affectation d'un jeune à un ou plusieurs travaux interdits ou réglementés, les dispositions réglementaires prévoient que la décision doit être notifiée au « chef d'établissement » (cf. articles R.4733-3, R.4733-4, R.4733-6, R.4733-7).

**Il est également prévu que le chef d'établissement informe l'agent de contrôle des mesures prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent** (cf. article R.4733-8) lorsque la procédure liée au retrait d'affectation d'un jeune à un ou plusieurs travaux réglementés résulte d'un constat réalisé dans l'établissement.

L'article R.4733-1 définit les chefs d'établissement en reprenant à l'identique les dispositions de l'article R.4153-38 concernant la procédure de déclaration de dérogation aux travaux interdits, puisqu'il s'agit exactement des mêmes personnes visées.

L'article L.4111- 3 modifié par l'ordonnance 2016-413 du 7 avril 2016 précise :

*Les ateliers des établissements publics ou privés dispensant un enseignement technique ou professionnel, ainsi que ceux des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés aux 2°, a du 5° et 12° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles accueillant des jeunes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation et au 4° du même I, de même que ceux des établissements et services conventionnés ou habilités par la protection judiciaire de la jeunesse, dispensant des formations professionnelles au sens du V du même article, sont soumis, pour leurs personnels comme pour les jeunes accueillis en formation professionnelle, aux dispositions suivantes de la présente partie :*

*1° Dispositions particulières applicables aux femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitant, et aux jeunes travailleurs prévues par les chapitres II et III du titre V ;*

*2° Obligations des employeurs pour l'utilisation des lieux de travail prévues par le titre II du livre II ;*

*3° Dispositions relatives aux équipements de travail et moyens de protection prévues par le livre III ;*

*4° Dispositions applicables à certains risques d'exposition prévues par le livre IV ;*

*5° Dispositions relatives à la prévention des risques de manutention des charges prévues par le titre IV du livre V.*

*Un décret détermine les conditions de mise en œuvre de ces dispositions compte tenu des finalités spécifiques des établissements d'enseignement.*

**Rentrent dans ce champ les lycées dispensant des formations d'enseignement supérieur qui accueillent des étudiants mineurs.**

La notion de formation professionnelle recouvre les formations diplômantes ou qualifiantes pour les élèves. Pour les élèves relevant de l'EN, seules les formations conduisant à la délivrance d'un diplôme professionnel ou technologique dans les conditions prévues aux articles L.336-1, L.337-1 et D.337-125 du Code de l'Éducation, sont concernées.

Conformément aux articles D.331-1 à D.331-15 du Code de l'éducation, seuls les élèves de 15 ans au moins préparant un diplôme professionnel ou technologique peuvent être affectés aux travaux réglementés, que ce soit à l'occasion des travaux effectués dans l'établissement ou pour les travaux effectués lors des stages ou des périodes de formation en milieu professionnel.

**Comme le rappelle l'instruction de la DGT, il n'est pas possible de déroger à l'interdiction à des travaux interdits pour des jeunes qui sont hors cadre de la formation professionnelle. Ces travaux restent interdits et peuvent faire l'objet d'un retrait immédiat par l'agent de contrôle dès lors qu'il constate l'affectation.**